

[print](#)

Israël prêt à forer des puits de pétrole en Cisjordanie

De [Jonathan Cook](#)

Global Research, novembre 12, 2013

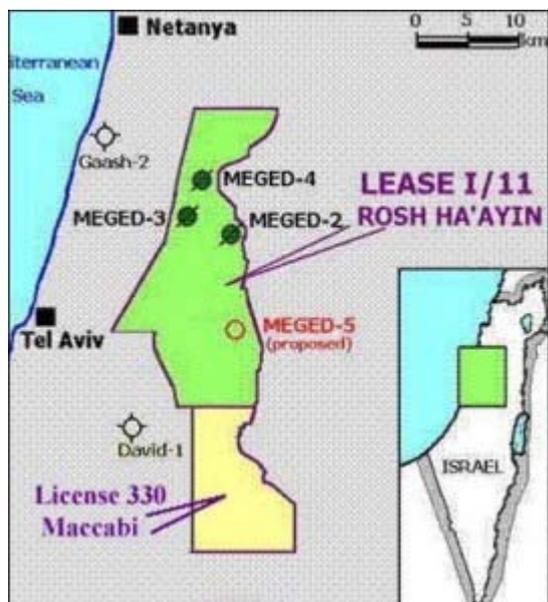
Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/israel-pret-a-forer-des-puits-de-petrole-en-cisjordanie/5357858>

Photo : Le gisement de Meged pourrait s'étendre sur 250 km², une grande partie en territoire palestinien. (Reuters)

Les investisseurs israéliens avaient raison de se réjouir le mois dernier en apprenant qu'Israël pourrait bientôt rejoindre le club des pays producteurs de pétrole, sans compter ses récentes découvertes d'importants gisements de gaz naturel au large des côtes.

Les actions de Givot Olam, société de prospection pétrolière, sont montées en flèche à la nouvelle que les réserves de pétrole sur son site Meged 5 étaient plus importantes qu'estimées précédemment.



La société, qui affirme avoir déjà vendu pour 40 millions de dollars de pétrole depuis que le champ de Meged est devenu opérationnel en 2011, croit maintenant que le puits est assis sur des réserves exploitables allant jusqu'à 3,53 millions de barils. Selon des dirigeants palestiniens, les réserves pourraient même être beaucoup plus importantes.

Un seul nuage se profile à l'horizon. On ne sait pas combien de cette nouvelle richesse pétrolière appartient véritablement à Israël. Le puits se situe sur la Ligne verte, ligne d'armistice de 1948 qui officiellement sépare Israël des territoires palestiniens occupés.

Selon des dirigeants palestiniens, Israël a modifié le tracé de son mur de séparation, en béton et en métal, au prétexte de sécurité, pour fournir à Givot Olam le libre accès au site, entre la ville israélienne de Rosh Haayin et le village palestinien de Rantis, au nord-ouest de Ramallah.

Pour Dror Etkes, chercheur israélien qui suit les activités israéliennes en Cisjordanie, le site de Meged se trouve « à quelques douzaines de mètres » à l'intérieur de la Ligne verte.

Israël et Givot Olam, cependant, en ont rendu l'accès difficile, arguant que Meged

5 est accolé à un champ de tirs israélien, de l'autre côté de la Ligne verte, en territoire palestinien occupé. Dans le passé, les médias israéliens ont été empêchés de filmer ou photographier le site.

Etkes, cependant, affirme ne pas être au courant si un quelconque entraînement militaire a eu lieu sur le champ de tir.

Mais ce qui paraît clair, c'est que le gisement de pétrole s'étend sur une zone vaste, avec une grande partie de la réserve pétrolière qui s'étendrait sur le territoire palestinien en Cisjordanie.

Le pétrole dans les territoires occupés

Bien que le ministère israélien de l'Énergie et de l'Eau ait refusé de faire tout commentaire publiquement à propos de Meged 5, un responsable de premier plan a déclaré en privé à *Al Jazeera* que le champ s'étendait au moins sur 125 km², et peut-être même jusqu'à 250 km²

Selon les accords d'Oslo, les Israéliens sont tenus de coordonner toute extraction de ressources naturelles en territoire commun avec l'Autorité palestinienne (AP), et d'arriver à des accords sur la façon d'en partager les profits.

Ashraf Khatib, responsable de l'unité de soutien des négociations de l'AP, affirme que la réserve pétrolière de Meged fait partie de « *toutes les ressources nationales palestiniennes qui sont volées* » par Israël.

« *Le problème pour nous c'est que l'occupation ce n'est pas que les colonies et la confiscation des terres. Israël tirent aussi des profits, massivement, de l'exploitation de nos ressources. Il y a là beaucoup d'argent pour Israël, c'est pourquoi l'occupation dure depuis si longtemps* » a-t-il dit.

L'an dernier, quand les réserves de Meged 5 ont été estimées à 1,5 million de barils – moins de la moitié des estimations actuelles –, Jamil al-Mutaur, vice-président de l'AP pour la qualité de l'environnement, a menacé de poursuivre Israël devant les tribunaux internationaux pour ses opérations unilatérales à Meged.

Gidon Bromberg, directeur de l'organisation de défense de l'environnement, Les Amis de la Terre/Moyen-Orient, a dit que son organisation allait interroger le gouvernement israélien sur Meged 5.

« *S'il y a des réserves en pétrole dans les territoires occupés, alors Israël doit impérativement discuter avec l'AP sur toute prospection entreprise pour ces réserves.* » dit-il.

La perspective d'une augmentation spectaculaire des profits à tirer pour Israël à partir du forage de Meged 5 tombe peu après la publication par la Banque mondiale d'un rapport affirmant qu'Israël anéantissait tout espoir pour qu'un futur État palestinien soit économiquement viable.

L' « étranglement » par Israël de la Zone C

Selon la Banque mondiale, l'occupation israélienne est un obstacle à l'exploitation des Palestiniens de leurs ressources naturelles clés, soit en les pillant à son profit, soit en les rendant inaccessibles aux Palestiniens par les restrictions de mouvements et la classification des secteurs en zones militaires.

Le rapport de la Banque mondiale n'inclut pas le champ pétrolier de Meged dans les ressources naturelles palestiniennes dans sa liste. Un porte-parole a déclaré qu'il n'y avait pas suffisamment d'informations à la disposition de ses chercheurs pour évaluer l'importance du champ pétrolier.

Dans le rapport, la Banque mondiale se concentre sur une vaste région de la Cisjordanie désignée comme Zone C dans les accords d'Oslo, qui reste encore sous le total contrôle d'Israël et sur laquelle Israël a monté plus de 200 colonies.

La Zone C, qui recouvre près des deux tiers du territoire de la Cisjordanie, comprend la plupart des principales ressources des Palestiniens, notamment la terre pour l'agriculture et le développement, des nappes phréatiques, les minéraux de la mer Morte, des carrières, et des sites archéologiques et touristiques. C'est là aussi que se trouvent probablement une grande partie des réserves de Meged.

Le ministère de l'Énergie et de l'Eau d'Israël est sous l'autorité de Silvan Shalom, un allié proche du premier ministre Benjamin Netanyahu et un partisan du programme d'Israël pour la colonisation en Cisjordanie.

Naftali Bennet, ministre du Commerce et de l'Industrie et leader du parti Foyer juif proche des colons, a appelé à maintes reprises à l'annexion officielle de la Zone C par Israël.

Selon les recherches de la Banque, l'AP pourrait générer au moins 3,4 milliards de dollars de revenus supplémentaires, par an, si elle obtenait le total contrôle de la Zone C ; et encore, ce chiffre ne tient pas compte du boom attendu en revenus pétroliers.

Le porte-parole de la Banque mondiale a déclaré que ce chiffre était « *très prudent* » compte tenu de certaines ressources, tel le gisement pétrolier, pour lesquelles les chercheurs n'ont pas pu recueillir de données.

Néanmoins, les revenus des ressources identifiées par la Banque mondiale devraient à eux seuls augmenter le PIB de l'AP d'un tiers, réduisant un déficit galopant, réduisant un taux de chômage monté à 23 %, soulageant la pauvreté et l'insécurité alimentaire et aidant le jeune État à se libérer de sa dépendance de l'aide.

Mais rien de tout cela ne peut se réaliser, a dit la Banque, aussi longtemps qu'Israël maintient son étranglement de la Zone C – ce que la Banque appelle « *le territoire réservé* ».

Mariam Sherman, directrice de la Banque mondiale en Cisjordanie et à Gaza, a déclaré : « *La libération du potentiel du 'territoire réservé'... et l'autorisation pour les Palestiniens d'exploiter ces ressources fourniraient de nouveaux domaines d'activités économiques et mettraient l'économie sur les rails d'une croissance durable* ».

John Kerry, secrétaire d'État des États-Unis, a relancé les discussions de paix entre Israël et les Palestiniens cet été, après avoir promis à l'AP qu'ils contribueraient à élever de 4 milliards de dollars les investissements dans l'économie palestinienne, la plus grande partie étant dirigée sur des projets en Zone C.

Toutefois, le rapport de la Banque mondiale laisse penser que les restrictions israéliennes aux mouvements en Zone C et le refus de remettre des autorisations pour le développement rendent l'entreprise trop risquée pour les investisseurs palestiniens.

Pour Khatib : « *L'AP est confrontée à un déficit de 2 milliards de dollars et a besoin désespérément d'investir dans des projets importants tirant profit de nos ressources naturelles. C'est la seule façon de mettre fin à la dépendance de l'AP vis-à-vis de l'aide internationale.* »

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré qu'il menait « *une paix économique* » avec les Palestiniens dans les territoires occupés, plutôt que

des démarches diplomatiques. L'AP, en revanche, caractérise la politique d'Israël comme « *une guerre économique* » contre les Palestiniens.

La politique suivie de longue date par Israël en ce qui concerne les ressources dans les territoires occupés laisse penser qu'il est bien peu vraisemblable qu'il honore ses obligations au titre des accords internationaux sur les profits futurs sur le gisement pétrolier de Meged.

Etkes a dit : « *La réalité est qu'Israël profite des fruits économiques de l'occupation par l'exploitation des ressources qui appartiennent aux Palestiniens* ».

Extractions précédentes des ressources

Dans le cas des principales nappes phréatiques de la région, qui s'étendent sous les collines de Cisjordanie, Israël a démoli des centaines de puits palestiniens afin de maintenir son contrôle exclusif sur les ressources en eau. Les colonies et les bases de l'armée sont installées sur les principaux points d'extraction.

Un rapport publié plus tôt cette année par al-Haq montre qu'Israël accapare 89 % de la totalité de l'eau tirée de l'aquifère cisjordanien, ne laissant aux Palestiniens que les 11 % restant. De ce fait, un Israélien a en moyenne 300 litres d'eau chaque jour, à comparer avec les 73 litres par Palestinien – en-dessous donc des 100 litres par habitant recommandés par l'Organisation mondiale de la santé.

Concernant une autre ressource clé, la Cour suprême d'Israël a jugé en 2011 qu'une douzaine de sociétés israéliennes devraient pouvoir continuer l'extraction de la pierre pour la construction dans les carrières de Cisjordanie, car l'occupation israélienne n'était plus considérée comme temporaire mais qu'elle était devenue « *prolongée* ».

La décision a été largement critiquée par les juristes qui ont fait valoir qu'elle ne tenait pas compte des interdictions de voler les ressources stipulées dans le droit international, notamment dans la Convention de La Haye de 1907.

L'AP a estimé le montant annuel des pierres extraites par Israël dans ses carrières à 900 millions de dollars.

Avec Meged 5, ce n'est pas la première fois qu'Israël est reconnu coupable de pillage des réserves de pétrole de ses voisins.

En 1975, il est apparu qu'Israël avait fait des forages sur les champs d'Abu Rudeis, suite à son occupation de la péninsule du Sinaï durant la guerre de 1967. Le champ pétrolier fournissait les deux-tiers des besoins nationaux d'Israël avant qu'Israël ne soit forcé de restituer les puits à l'Égypte.

Israël a continué ses tentatives d'exploiter le pétrole du Sinaï, forant plus au sud, sur les champs d'Alma, mais il a dû là aussi rendre ces puits après la signature des accords de paix de Camp David avec l'Égypte en 1979.

Des centaines de sites, en Israël et dans les territoires occupés, ont été sondés pour le pétrole dans les années suivantes, sans réels succès, jusqu'à la découverte de Meged.

L'annonce par Israël, ces dernières années, de ses découvertes de vastes gisements de gaz naturel en Méditerranée a fait monter les tensions avec les pays voisins, en particulier le Liban, qui a affirmé qu'Israël forait dans des zones où les frontières maritimes sont contestées.

Avec les deux gisements de Tamar et Leviathan, Israël espère devenir un pays exportateur de gaz d'ici 2016.

Les Palestiniens ont localisé leur propre champ de gaz, important, au large de Gaza. En 2000, le président palestinien d'alors, Yasser Arafat, déclarait que le site « *fournira une base solide à notre économie, pour l'établissement d'un État indépendant* ».

Mais Israël a maintes fois contrecarré les tentatives d'extraction du gaz, faisant valoir que les profits serviraient à financer le terrorisme. À la place, les Palestiniens sont donc restés dépendants d'Israël pour répondre à leurs besoins énergétiques.

Depuis 2009, Israël viole aussi les accords d'Oslo en réduisant l'accès des Palestiniens aux eaux maritimes de Gaza de vingt à trois miles nautiques.

Selon une analyste, Anais Antreasyan, l'interprétation la plus plausible des actions d'Israël est qu'il espère arriver « *à intégrer les gisements de gaz au large de Gaza dans les installations offshore israéliennes voisines* », « *bloquant ainsi le développement économique des Palestiniens.* »

De l'avis d'Antreasyan et de bien d'autres, le but d'Israël est d'empêcher l'émergence d'une forme d'économie palestinienne indépendante qui résulterait de la possibilité par les Palestiniens d'obtenir d'importants revenus des gisements de gaz au large de Gaza et probablement de ceux de pétrole en Cisjordanie.

« *De cette manière* » a affirmé Khatib, « *Israël peut, plus aisément, maintenir les Palestiniens dans une lutte, jour après jour, juste pour survivre économiquement* ».

Jonathan Cook

Article original : [Al Jazeera](#), 2 novembre 2013

Traduction : [Info-Palestine](#)/JPP

Lire également :

[Le pétrole de l'apartheid](#) - Macdonald Stainsby



[La guerre et le gaz naturel : l'invasion israélienne et les gisements de Gaza en mer](#), 12 novembre 2013

[Conflit en Palestine et exportations de gaz de Gaza vers Israël](#) - Walid Khadduri



Jonathan Cook a remporté le Prix Spécial de journalisme Martha Gellhorn. Ses derniers livres sont *Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the to Remake the Middle East*(Pluto Press) et *Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair* (Zed Books). Voici l'adresse de son site : <http://www.jkcook.net>.